

# NOTRE CHARTE POUR UNE SOCIÉTÉ DIGNE

La République, issue de la souveraineté populaire,  
est un Etat de Droit fondé sur un contenu éthique

## Engagement 1

Nous sommes un mouvement politique laïc. Nous sommes indépendants de toute organisation philosophique, politique, religieuse ou spirituelle.

## Engagement 2

Les êtres vivants constituent le fondement et la finalité de la République. Le respect de leur vie prime sur toute autre considération culturelle, économique, ethnique, politique, religieuse ou sociale.

L'Équité sera une préoccupation constante, elle accompagne l'évolution des consciences.

## Engagement 3

Les principes de la République Française « Liberté, Egalité, Fraternité » inspirent chacune de ses fonctions essentielles : culturelle, économique, éducative, politique et sociale et spirituelle. La vie de ces trois valeurs et la réalisation de la Démocratie dépendent de la participation active des citoyens.

La liberté d'expression est le corollaire indissociable de la Démocratie.

## Engagement 4

L'Etat a pour vocation de protéger – par ordre alphabétique – les animaux, les biens, l'environnement et tous ses écosystèmes, les personnes et particulièrement les personnes subissant un handicap mental, physique ou sensoriel, les petites entreprises.

La prévention est la clé.

## Engagement 5

Assumer sa responsabilité donne dignité et grandeur à la personne. Cette responsabilité n'efface pas la nécessité de la fraternité. Ces deux valeurs sont des remparts contre l'exclusion. Reprenons conscience de notre rôle, de notre fonction et de notre responsabilité dans le maintien de l'harmonie.

La liberté de chacun s'arrête là où commence celle d'autrui.

## Engagement 6

Le principe d'initiative et de responsabilité de la personne assure le dynamisme de la vie économique et sociale. Le rôle de l'Etat consiste en ce domaine à créer les conditions d'une juste relation entre les personnes au sein de l'entreprise, entre les entreprises au sein du métier et entre les professions au sein du marché. Les services publics seront préservés.

## Engagement 7

L'intérêt général repose sur les droits et devoirs de tous, la protection des droits du consommateur en matière de sécurité, de qualité et de prix, la préservation des équilibres écologiques et la défense du cadre de vie.

La ruralité sera privilégiée.

## Engagement 8

En changeant certaines habitudes, nous participons à la préservation du patrimoine naturel et culturel. Nous sommes les enfants de la Nature et du Temps. L'agriculture bio pour tous symbolise cette prise de conscience.

## Engagement 9

Ouvrons pleinement la société aux femmes et aux valeurs féminines. Notre société est trop rationaliste et patriarcale, son fonctionnement essentiellement axé sur la compétition. L'ouvrir davantage au sentiment, à l'altruisme et au respect est une priorité. Les violences faites aux femmes et aux enfants sont le signe d'une société malade.

## Engagement 10

La qualité de la naissance, de la petite enfance et de l'adulte, dépend largement de l'équilibre psychologique et émotionnel des parents, de l'alimentation choisie, du savoir être. D'où l'importance de la conscience de la portée de l'acte de procréation. L'éducation à la parentalité et au savoir être sont prioritaires.

## Engagement 11

Vieillesse et mort font partie de la vie et peuvent permettre d'en découvrir le sens. D'où l'importance de leur respect et la place qu'elles doivent avoir au cœur de la société et de l'éducation.

## Engagement 12

Le pouvoir politique doit coopérer avec les associations, elles sont une force vive de notre pays. La pluralité des écoles, l'autonomie des universités, la coopération de la médecine conventionnelle et de la médecine alternative, l'indépendance des médias, une Justice, une police efficace, la préservation des petites entreprises, sont les garants du respect de la diversité.

## Engagement 13

L'élu doit mériter une légitimité incontestable par ses actions, son exemple et un nouveau statut : aucun cumul de mandat, état de santé compatible avec la fonction, non rééligibilité en cas de condamnation. La reconnaissance du vote blanc comme un suffrage exprimé doit être légalisée, comme le référendum d'initiative populaire. La Cour des Comptes et le Parlement doivent EFFECTIVEMENT contrôler l'utilisation des fonds publics.

## Engagement 14

La conscience du long terme doit guider nos actes. L'électoratisme politique pousse en sens contraire. La démocratie ne doit plus être prétexte, pour le candidat, à des promesses dangereuses pour les Comptes de la Nation et les Ecosystèmes. La finalité de l'action politique n'est pas la croissance économique, mais le bien-être de chaque être vivant.

## Engagement 15

Une gouvernance mondiale, sous la forme d'une Communauté des Régions, est l'objectif réaliste que doivent aujourd'hui se donner les peuples par de nouveaux rapports économiques, politiques et culturels. Pour que, partout, la Justice, la Liberté, le Pacifisme, le Respect des écosystèmes, des êtres et des fonds publics, soient assurés.

L'Union européenne est donc une étape déterminante.

0810 812 872 - 06 25 45 30 01 - Fax 0810 599 648 - e-mail : [info@lafranceenaction.com](mailto:info@lafranceenaction.com)